

Lausanne, le 18 août 2020

## DES MOYENS EXCEPTIONNELS POUR UNE RENTRÉE EXCEPTIONNELLE

Le DFJC souhaite une rentrée scolaire aussi normale que possible. Le coronavirus la rend toutefois particulière, tant par les conséquences pédagogiques et sociales de la période de semi-confinement que par les mesures de sécurité sanitaire accompagnant cette rentrée. C'est pour cela que le SSP-Enseignement revendique des moyens exceptionnels pour assurer la transition pédagogique et garantir la sécurité sanitaire en ne péjorant pas les conditions d'apprentissage, ainsi qu'un plan clair en cas de reconfinement.

Par ailleurs, de nombreux dossiers courants doivent encore être menés à bien par le DFJC. À l'école obligatoire, des mesures réclamées depuis longtemps vont permettre un renforcement appréciable de plusieurs domaines. Dans le postobligatoire, l'enjeu le plus pressant est celui de la construction de nouveaux gymnases, le Département doit à la fois trouver des solutions immédiates et produire, sans délai, une planification cohérente et concrète (et l'appliquer).

Enfin, le SSP salue l'engagement d'un-e délégué-e aux questions d'homophobie et de transphobie et proposera d'élargir cette réflexion aux représentations de la diversité dans les contenus d'enseignement et la formation des enseignant-e-s.

### COVID

**Financer les mesures de remise à niveau.** La période de semi-confinement et l'école à la maison ont fonctionné comme révélateurs, démultiplicateurs et intensificateurs des inégalités entre élèves, quel que soit leur âge d'ailleurs; ceci malgré l'énergie déployée, le temps investi et les riches adaptations et créations des enseignant-e-s pour maintenir/garder un lien social et pédagogique avec les élèves. Il est maintenant temps que des mesures soient mises en place rapidement pour toutes et tous les élèves qui en ont besoin.

« *Les déclarations de bonne intention de la part du DFJC depuis plusieurs semaines et aujourd'hui encore de la part de sa cheffe sont très loin de nous satisfaire; concrètement, il n'y a toujours aucun moyen supplémentaire garanti et aucun dispositif qui permettrait réellement de soutenir les élèves qui en ont besoin* », déclare Cora Antonioli, enseignante et présidente du SSP-Enseignement.

Le SSP demande que les mesures puissent intervenir avant les vacances d'automne dans tous les degrés d'enseignement.

**Confinement: plus d'improvisation !** Dans de possibles situations de mise en quarantaine voire de reconfinement, et comme l'évoquent les plans sanitaires pour l'école obligatoire et pour le secondaire II, il faudra définir à partir de quand, comment et dans quelles conditions le suivi des élèves concerné-e-s pourra se poursuivre. Le retour temporaire d'un

« enseignement » à distance est alors possible voire inévitable. Or, cette forme a révélé d'énormes limites sur de nombreux aspects, aspects que nous avons soulignés à de multiples reprises et sur lesquels notre syndicat a demandé des améliorations et des changements. Le SSP-Enseignement doit malheureusement constater que, à ce stade, le DFJC ne semble pas davantage prêt à répondre à ce type de situation qu'au début du semi-confinement.

**Masque et pédagogie.** L'obligation du port du masque pour les enseignant-e-s qui ne pourraient tenir la distance physique de 1m50 exigée a des conséquences pédagogiques, particulièrement dans des classes avec de très jeunes élèves dans lesquelles il n'est quasiment pas possible de respecter les distances. La communication est rendue plus difficile lorsqu'une grande partie du visage n'est pas visible, et *a fortiori*, encore plus compliquée pour de très jeunes élèves, des élèves allophones, ainsi que des élèves pour qui le fait de ne pas pouvoir lire sur les lèvres de leur enseignant-e les empêche carrément d'accéder à des informations/apprentissages de base, comme les élèves sourd-e-s ou atteint-e-s d'un trouble autistique.

« *Il est impossible d'apprendre le français à des élèves si elles/ s'ils ne peuvent pas voir notre bouche ou la forme que prennent nos lèvres lorsque l'on prononce les différents sons* », explique Elise Glauser, enseignante en 1-2 P et membre du comité enseignement.





Le SSP-Enseignement demande donc que des masques transparents, respectant les normes sanitaires, soient mis à disposition, pour cette rentrée au cycle 1 et en classe d'accueil.

Concernant l'obligation du port du masque pour les élèves dans le post-obligatoire, le SSP demande que celles et ceux qui en besoin puissent s'en procurer auprès de l'infirmier·ère scolaire.

## DGEO

2020 sera la huitième rentrée à la sauce LEO. Si quelques améliorations réclamées ont déjà eu lieu, principalement l'instauration de la 33<sup>e</sup> période et de la formation générale en VG, de nombreux chantiers restent ouverts et notre syndicat se réjouit d'un plan global de renforcement de l'école obligatoire qui comprend des mesures intéressantes. Il en était temps... En effet, cette rentrée est porteuse de plusieurs nouveautés que le syndicat a âprement négociées ces dernières années. En particulier, relevons les allègements dans le dispositif d'évaluation, notamment avec la modification des fourchettes de nombre de notes, la suppression des ECR de 10<sup>e</sup>, ainsi que la simplification du dispositif d'examens. Des mesures promues par le SSP et qui vont permettre de mettre l'accent sur la mission d'enseignement en réduisant le temps consacré à l'évaluation.

L'instauration des classes de rattrapage, prévues par la LEO et jamais mises en place, va offrir de nouvelles opportunités certifiantes aux élèves qui auraient échoué à obtenir leur diplôme en 11<sup>e</sup> et les mesures ciblées sur certaines disciplines vont permettre, enfin, de renforcer l'efficacité de l'enseignement et améliorer globalement les acquis des élèves. Sur ce point, le SSP-Enseignement insiste pour que soit réintroduit rapidement et de manière généralisée le dédoublement d'une période d'anglais en voie générale. Nous relevons encore avec satisfaction les projets prévus dans la formation des enseignant·e·s et l'accompagnement des novices. Ces mesures doivent permettre une meilleure intégration professionnelle et un renforcement de la maîtrise de classe au secondaire 1 en augmentant le nombre de disciplines enseignables et donc limiter le nombre d'enseignant·e·s dans chaque classe. Cela favorisera l'encadrement des élèves et la collaboration dans les équipes.

Finalement, le SSP-Enseignement se réjouit du déploiement des interventions socio-éducatives en milieu scolaire. Le cahier des charges de ces dispositifs et leur complémentarité avec les concepts 360

développés dans chaque établissement seront suivis avec attention par notre syndicat.

Nous attendons encore des avancées significatives avec les propositions soumises en consultation pendant l'hiver 2019-2020 visant à une refonte complète du système de promotion et d'orientation (groupes de disciplines), dans un sens d'une simplification et d'une meilleure cohérence générale. Ces mesures proposées par le SSP ont été largement soutenues pendant la consultation et il faut maintenant avancer pour les généraliser à la rentrée 2021. *« Les lacunes dans le dispositif d'application de la LEO, en particulier dans l'évaluation, sont identifiées et les solutions sur la table. Le renforcement de l'école obligatoire est impératif afin de donner à chaque élève les meilleures chances possibles. »* déclare Julien Eggenberger, enseignant secondaire I et président du SSP Vaud.

## DGEP

La rentrée dans le post-obligatoire se fera dans un contexte très tendu. Dans les gymnases, les effectifs des classes sont à nouveau très élevés, en 1<sup>ère</sup> année notamment, comme le confirme l'enquête menée par le SSP dans les établissements.

*« Une telle augmentation du nombre de gymnasiens-ne-s exige des réponses exceptionnelles à la hauteur du défi posé par la crise sanitaire et donc des investissements exceptionnels »,* déclare Luca Pellegrini, enseignant dans un gymnase et membre du comité enseignement.

Une crise sanitaire qui met en évidence encore davantage l'urgence de la situation et la nécessité de mettre des moyens ainsi que la vision à courte vue du DFJC et plus largement du Conseil d'Etat.

En effet, cette situation n'est pas nouvelle; elle dure depuis presque dix ans. Le manque d'investissements pour la construction de locaux durant ces dix dernières années a créé des problèmes structurels, conduisant à des projets réalisés dans l'urgence et allant à l'encontre de tout bon sens scolaire, comme l'extension du gymnase de Burier. La situation de crise actuelle doit donc être interprétée comme le révélateur et l'accélérateur de problèmes structurels préexistants.

*« Certes, l'ouverture in extremis - temporaire - de quelques classes à Etoy permet d'éviter des enclassements à 30 élèves (!!!), mais cette mesure reste amplement insuffisante »,* rappelle Cora Antonioli.

Il est absolument indispensable que les deux projets en cours (Etoy et Bussigny) se réalisent mais également qu'une planification sérieuse soit établie sans délai.



Alors même que beaucoup d'élèves ont subi et subiront encore dès la rentrée (d'autant plus si des mesures de soutien sérieuses ne sont pas mises en place rapidement) les conséquences de la longue période d'enseignement à distance, cette nouvelle hausse des effectifs risque de mettre plus à mal encore les efforts des enseignant·e·s qui tentent malgré tout de maintenir une qualité d'encadrement pédagogique à la hauteur pour toutes et tous.

Dans les écoles professionnelles, les situations de décrochage, particulièrement fréquentes dans certaines filières durant les dix semaines d'enseignement à distance, annoncent aussi une rentrée difficile pour les apprenti·e·s et les enseignant·e·s qui devront les soutenir dans leurs difficultés. Pour le SSP-Enseignement, il paraît absolument nécessaire que le DFJC puisse réfléchir à un dispositif particulier pour ces jeunes afin qu'ils/elles puissent être libéré·e·s par leur patron·ne pour pouvoir prendre part aux appuis ou autres soutiens qui seraient organisés afin de faire face aux lacunes accumulées à la fin de l'année précédentes dans leur *cursus*.

## ÉGALITÉ ET DIVERSITÉ

Le SSP-Enseignement salue l'engagement d'un·e délégué·e aux questions d'homophobie et de transphobie. Ce dispositif doit permettre de soutenir et développer des projets de lutte contre

l'homophobie. Par ailleurs, il devra aussi permettre d'intervenir en soutien des équipes qui sont concernées par des élèves en transition. Ceci dit, une réflexion générale sur les représentations de la diversité devra aussi intervenir dans les contenus d'enseignements et s'intégrer à la formation des enseignant·e·s. Après le vote sur la norme pénale en début d'année et sa large acceptation dans notre canton, il est temps de concrétiser les mesures permettant que la diversité des situations de chaque personne, tant en ce qui concerne l'orientation affective et sexuelle que sur les questions d'identité de genre, soient prises en compte dans la société, et donc à l'école aussi.

Concernant les mesures annoncées par le DFJC pour l'égalité, elles paraissent bien minces. Certes l'intention de lutter contre la précarité menstruelle est réjouissant, mais à ce stade très timide. Nous rappelons que, plus d'un an après la grève du 14 juin où 2000 enseignant·e·s se sont mis·e·s en grève pour l'égalité dans l'enseignement et ailleurs, aucune réponse sérieuse n'a été apportée à ce jour par le DFJC au cahier de revendications du SSP-Enseignement ni sur le plan des conditions de travail ni sur le plan pédagogique. Il est temps d'agir enfin !

### Contacts:

- Cora Antonioli, enseignante, présidente du SSP-Enseignement, 078 677 99 32.
- Julien Eggenberger, enseignant à l'école obligatoire et président du SSP Vaud, 076 344 04 70.